

demande dans le cadre du nouveau programme, et ce ne fut qu'après six questions que nous réussîmes à obtenir la réponse: en 1997.

Aussi avons-nous là un grave problème en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel. Il y a bien quelques solutions, mais c'est là la ligne de pensée suivie.

● (1720)

L'idée que se fait l'opposition à cet égard est intéressante: parce qu'on a fait une chose d'une certaine façon depuis 12 ans, on va toujours continuer à la faire de la même façon. Je le dis, monsieur l'Orateur, le monde change et il nous faudra apprendre à changer avec lui.

L'un des principaux changements survenus dans notre façon de penser au cours des six ou huit derniers mois, c'est que nous ne pouvions plus accepter de nous aligner sur les cours mondiaux du pétrole, c'est-à-dire que les cours mondiaux du pétrole ne répondent en rien aux besoins canadiens. C'était une chose quand le prix mondial était de 12 ou 13 dollars le baril. C'en est une autre quand il double et triple presque en un an, passant de 13 à 30 ou 34 dollars. Les règles du jeu ne sont plus les mêmes. Nous avons alors décidé d'abandonner la notion de prix mondial pour celle d'un prix qui serait fonction des coûts. Nous avons alors eu l'idée d'un prix «made in Canada», qui était en fait un prix composite.

Je m'inquiète de la façon dont l'opposition et en particulier les provinces productrices—et je songe surtout à l'Alberta—interprètent cette notion de prix composite. Je perçois chez M. Lougheed, mais non chez les habitants de l'Alberta, une espèce de paranoïa qui m'inquiète. Son attitude équivaut à un plaidoyer quasi désespéré en faveur de sa province. Avec raison, il considère le pétrole brut comme une ressource qui aura pratiquement disparu d'ici quinze ou vingt ans et dont il importe de tirer le maximum le plus rapidement possible.

Je crois qu'il fait erreur parce que tel n'est pas le cas. Je pense que l'Alberta possède des ressources en pétrole qui s'épuiseront d'ici très peu de temps et des ressources en gaz naturel qui dureront un peu plus longtemps. Elle a, à beaucoup plus longue échéance, une ressource non renouvelable dans ses sables bitumineux, de même que dans son charbon.

Aussi, à mon avis, ce que nous devons faire en pareille circonstance, c'est convaincre les habitants de l'Alberta et leur gouvernement que la situation n'est pas dépourvue de stabilité, que les Canadiens sont disposés à payer un montant raisonnable aux Albertains sur une longue période, et que ce prix composite, basé sur un prix donné pour le pétrole ordinaire et un prix différent pour le pétrole extrait des sables bitumineux, sur un prix différent pour le gaz et ainsi de suite, que ce mélange de prix différents selon qu'il s'agit de production secondaire ou tertiaire, sera très convenable pour l'Alberta et lui assurera sa subsistance économique à long terme. Il ne s'agit pas d'une de ces situations où une fois les ressources épuisées, tout est fini. Il faut tenir compte du long terme et, à mon avis, c'est l'accord à long terme que nous concluons avec l'Alberta qui sera extrêmement important.

Un dernier mot au sujet de cette question de prix: j'ai omis un point que je tenais à faire ressortir. Encore à propos de l'Office national de l'énergie, celui-ci a préparé une étude dont tous les députés ont eu connaissance puisqu'elle a été communiquée à tous les partis à la Chambre en novembre dernier. On y établissait que d'ici à 1985 les revenus tirés des ressources en

pétrole et en gaz, sur la base d'une hausse de un dollar tous les six mois—et non pas sur la base de \$4 ou de \$4.50 par an, mais sur celle de un dollar tous les six mois—serait de l'ordre de 30,54 milliards de dollars dont la majeure partie irait à l'Alberta, la part de la province s'établissant à presque 10 milliards de dollars, soit 9,80 milliards. Cela, sans se baser sur le chiffre de \$4 ou de \$4.50 dont nous parlions à l'instant.

Je ne suis pas contre cette idée, qui rapporterait aux Albertains un montant de l'ordre de \$5,000 par an pour chaque homme, femme et enfant. Ces taux se maintiendraient très longtemps à ce niveau grâce aux effets du prix composite. Je pense donc que les Albertains n'ont guère à se soucier de leur avenir. Je sais aussi qu'ils voudront partager leurs ressources avec leur compatriotes Canadiens et je ne pense pas non plus que l'actuel gouvernement ait vraiment l'intention de mettre la main dessus comme on l'entend dire. Ce n'est pas ce que nous essayons de faire. Nous voulons seulement que tous les Canadiens reçoivent une part équitable de cette manne tout en laissant aux Albertains une quote-part généreuse puisqu'ils nous laissent utiliser leurs ressources. Nous estimons que ces ressources doivent profiter à tous les Canadiens.

Notre politique énergétique, telle qu'elle a été exposée, renferme aussi d'autres éléments. Nous voulons notamment trouver d'autres sources de pétrole brut que celles que nous avons actuellement. N'oublions pas, notre production tombera de 1.4 million de barils à 516,000 d'ici 1990. Nous devons donc acheter du pétrole étranger. Nous avons été très fiers d'apprendre que, peu après son accession au pouvoir, le nouveau gouvernement a pu négocier une entente très intéressante avec le Mexique. Je crois savoir que le président mexicain viendra au Canada le mois prochain ou le mois suivant pour la signer. Nous espérons faire de même avec le Venezuela. Cette entente est importante à notre avis parce que nous avons intérêt à diversifier nos sources d'approvisionnement. Mais, il nous faut acheter près de 300,000 barils par jour pour la côte est, pour les provinces de l'Atlantique. Or, nous croyons qu'il serait possible de diminuer ce volume en achevant le pipe-line entre Montréal et les provinces de l'Atlantique. Ce projet doit à notre avis avoir la priorité et nous devons substituer au pétrole le gaz naturel, que nous avons, jusqu'à un certain point en abondance. Je ne crois toutefois pas que nous en ayons suffisamment pour en vendre davantage à l'étranger. Mais nous en avons sûrement assez à l'heure actuelle pour substituer le gaz au pétrole importé pour la région de l'Atlantique.

Je n'ai jamais pu comprendre les étranges louvoiements du gouvernement conservateur à l'égard de Petro-Canada. Cela me semblait incroyable à une époque où le gouvernement canadien avait besoin d'un instrument de base pour mettre en œuvre sa politique énergétique, un instrument capable d'agir au besoin. Voilà la raison d'être de Petro-Canada; ce n'était pas seulement un organisme visant à accroître la propriété canadienne ou à surveiller l'industrie. Petro-Canada doit servir avant tout à appliquer la politique énergétique du Canada, et c'est un excellent instrument. Je n'ai jamais pu comprendre qu'on puisse parler de le donner ou le vendre. Mais nous sommes de nouveau aux commandes. Nous croyons que Petro-Canada est une excellente affaire et nous allons faire tout en notre pouvoir pour lui donner de l'expansion, la rendre encore plus rentable et lui permettre de s'aventurer dans des régions qu'elle n'a pas encore explorées pour mettre en valeur de